



La paupérisation, une source d'analyse de migration des ruraux du Département de Bondoukou (Nord-Est Côte d'Ivoire)

APPOH Kouassi Menzan Williams
Enseignant-Chercheur
Département de Géographie
Université Alassane Ouattara
Bouaké (Côte d'Ivoire)

Résumé

Espace de forêt mésophile et de savane arborée, le Nord-Est de la Côte d'Ivoire, figure parmi les régions les moins développées. Ce relatif retard de développement a entraîné une migration spatio-temporelle de la population en quête perpétuelle de capital financier. Ainsi, ce contexte défavorable est la cause de la croissance exponentielle du taux de pauvreté depuis de nombreuses années. Cette situation a provoqué le départ massif des populations rurales vers d'autres territoires jugés prospères pour diverses activités. Ce départ suscite des difficultés dans les espaces ruraux du département de Bondoukou du fait de l'âge (jeune et vieux) de la population restante, qui, incapable de produire pour l'alimentation. Il se pose alors le problème de développement rural suite à la migration de la population active due à la persistance de la pauvreté des ruraux. C'est autour de cette problématique que se situe notre réflexion. L'objectif de cette étude est d'appréhender l'impact de la migration de la population active sur le développement des espaces ruraux du département de Bondoukou. Pour y parvenir, la recherche documentaire et les enquêtes de terrain constituent la base méthodologique. Les résultats qui en découlent, montrent que les ruraux du département de Bondoukou sont en majorité pauvres (52,6%). Également, les résultats indiquent que les migrants ruraux du département sont solidement non-instruits (59%) et composés d'actifs (83%) avec une prédominance du sexe masculin (68%). Aussi, faut-il dire que cette migration est l'une des causes de pérennisation de la pauvreté dans les espaces ruraux, constituant un facteur limitant de développement rural.

Mots clés : Pauvreté ; Migration ; Ruraux ; Développement rural ; Bondoukou.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.21606114>

Abstract

Mesophile forest and wooded savannah area, the north-east of Côte d'Ivoire, is among the least developed regions. This relative delay in development has led to a spatio-temporal migration of the population in perpetual quest for financial capital. This relative delay in development has led to a spatio-temporal migration of the population in perpetual quest for financial capital. Thus, this unfavorable context is the cause of the exponential growth of the poverty rate for many years. This situation has led to the massive departure of rural populations to other territories considered prosperous for various activities. This departure causes difficulties in the rural areas of the Bondoukou department because of the age (young and old) of the remaining population, which, unable to produce for food. The problem of rural development arises from the migration of the working population due to the persistence of rural poverty. It is around this problematic that our thinking is situated. The objective of this study is to understand the impact of the migration of the active population on the development of rural areas of the department of Bondoukou. To achieve this, documentary research and field surveys provide the methodological basis. The results that follow show that rural people in the Bondoukou department are mostly poor (52.6%). Also, the results indicate that rural migrants in the department are strongly uneducated (59%) and composed of active (83%) with a male predominance (68%). Also, it must be said that this migration is one of the causes of perpetuation of poverty in rural areas, constituting a limiting factor of rural development.

Keywords: Poverty; Migration; Rural; Rural development; Bondoukou.

1. Introduction

Depuis plusieurs années, la problématique de l'évolution migratoire occupe une place de plus en plus grande dans le débat politique, social et scientifique parce qu'elle est au cœur des mutations des sociétés contemporaines (IRA Bruno, 2016, p.3). Les migrations internes influent de nombreuses façons sur la répartition des populations et sont étroitement liées au processus d'urbanisation accéléré que connaissent bon nombre de pays africains. Cette urbanisation est corrélée à une série de facteurs complexes d'attraction que sont les opportunités d'emploi, d'éducation et d'accès amélioré aux soins de santé offerts par les centres urbains. A côté de ces facteurs d'attraction, il existe un certain nombre de facteurs répulsifs des zones de départ qui s'apparente à la pauvreté, la dégradation de l'environnement, aux conflits (ABDOU Salam Fall et ROKHAYA Cissé, 2007, p.9).

En Côte d'Ivoire, la croissance exponentielle de la pauvreté est l'incarnation des migrations internes des régions les plus pauvres. De 10% de pauvres en 1985, la proportion passe à 33% en 1998 et à 46,3% en 2015 (INS/ENV, 2015, p.22). Dans les zones rurales, le paupérisme est plus sévère avec un taux de 15% en 1985, qui passe à 41,5% en 1998 et à 56,8% en 2015 (INN/ENV, 2015, p.22). Par ailleurs, cette paupérisation a suscité des disparités régionales en Côte d'Ivoire qui s'aperçoivent comme les éléments catalyseurs des migrations internes. Ces inégalités sont le corolaire du sous-développement des régions de savanes du pays. Celles-ci, disposant des ressources insuffisantes sont incapables de maintenir la population surtout rurale dont les conditions de vie se dégradent. La région du Gontougo, fait face à cette problématique de migration de sa population rurale (surtout les actifs) à cause de l'amenuisement des facteurs de production agricole, seule activité rentable de la région et l'accentuation de la pauvreté rurale (52,6%). Des populations sont alors contraintes de se déplacer pour des raisons socio-

économiques : pauvreté, absence de débouchés, appauvrissement des ressources naturelles et impacts négatifs de la dégradation de l'environnement et de la variation climatique (FAO, 2016, p.4). Dans ces circonstances, la migration n'est plus un choix. Elle résulte de l'impossibilité pour les populations rurales de subvenir à leurs moyens d'existence là où elles vivent, en raison de la pauvreté (MERCANDALLI Sara et LOSCH Bruno, 2018, p.14) puisque l'agriculture ne peut à elle seule absorber la population sans cesse croissante. Aussi, l'échec de l'Etat dans les projets de sédentarisation des ruraux va-t-elle accélérer le processus de migrations des ruraux (BEAUCHEMIN Cris, 2001, p.116). Dans cette circonstance, il se dégage la problématique du développement rural face à la migration de la population (active) à la suite de la paupérisation. Pourquoi, la pauvreté contribue-t-elle à la migration des ruraux du département de Bondoukou ? Comment le départ des ruraux (actifs) du département de Bondoukou constitue-t-il une entrave au développement de son espace rural ?

2. Méthodologie

Les données et illustrations présentées dans cet article proviennent essentiellement de la synthèse de la littérature et des investigations du terrain. La littérature concerne des travaux antérieurs sur les questions des pauvretés (INS/ENV de 1993 à 2015), les rapports du PNUD, de la Banque mondiale et du FAO. Également, des productions scientifiques (thèses, articles et mémoires) ont été consultés permettant de comprendre la dimension de la pauvreté et la dynamique des migrations. Ces données secondaires sont complétées par les enquêtes exploratoires dans les espaces ruraux pour mieux appréhender les germes de migration des ruraux. Ces informations de l'analyse ont été collectées à l'aide d'un questionnaire centré sur les revenus, les questions socioéconomiques des ruraux, ainsi que leur capacité de résilience à ces phénomènes (migration et pauvreté). Le questionnaire était plus centré sur les ménages dont un membre actif a migré et seul le chef de ménage pouvait répondre. En effet, suite à l'indisponibilité des données sur les populations migrantes du département, la méthode aléatoire simple a été utilisée en vue d'offrir aux caractéristiques majeures des ménages des migrants, les mêmes chances d'apparaître (YAO Joseph, 2005, p.175). Ainsi sur la base d'un sondage aléatoire, les différentes sous-préfectures ont constitué les délimitations géographiques (LOUBET Jean-Louis, 2000, p.100) et l'enquête s'est portée sur 120 ménages en raison de 10 ménages par sous-préfecture en fonction des intrants de temps et matériels. Par ailleurs, après l'exploration, il s'est avéré qu'il existe des ménages dont aucun membre n'a migré. Ceux-ci ont favorisé l'analyse comparative entre paupérisation et migration. La répartition des ménages interrogés est indiquée dans le tableau 1.

Tableau 1 : Répartition des ménages enquêtés

Sous-Préfecture	Village	Ménages enquêtés		
		Total	Avec un membre migrant	Aucun migrant
APPIMANDOU	Appimandou	10	7	3
PINDA-BOROKO	Pinda-Boroko	10	8	2
YEZIMALA	Yezimala	10	9	1
SAPLI-SEPINGO	Sepingo	10	8	2
BONDO	Kpana	5	4	1
	Bondo	5	2	3
BONDOUKOU	Kouassi Nawa	5	4	1

Sous-Préfecture	Village	Ménages enquêtés		
		Total	Avec un membre migrant	Aucun migrant
GOUMERE	Boromba	5	4	1
	Koufouo	5	5	0
	Goumere	5	3	2
LAOUD-IBA	Bracodi	5	5	0
	Laoud-Iba	5	4	1
SOROBANGO	Zagala	5	5	0
	Sorobango	5	3	2
TABAGNE	Dimgbi	5	4	1
	Tabagne	5	3	2
TAGADI	Dinaoudi	5	5	0
	Tagadi	5	2	3
eeeeTAOUDI	Kamala	5	3	2
	Taoudi	5	2	3
Total		120	90	30

Source : Nos enquêtes, 2023

En plus, des critères sont élaborés pour la sélection des entités enquêtées. Il s'agit de la dimension spatiale et du rôle catalyseur des sous-préfectures pour comprendre la dynamique des notions de pauvreté et de migration dans ce département. Aussi, des micro-villages sont-ils sélectionnés pour analyser le contraste et la complémentarité entre la migration et la pauvreté. Les ménages interrogés présentant des caractéristiques d'hétérogénéité favorisent ainsi, des analyses dualistes. Les espaces enquêtés sont indiqués sur la carte de localisation (figure 1).

Localisé au Nord-est de la Côte d'Ivoire, le département de Bondoukou se situe entre les longitudes 2° 36' et 3° 36' Ouest et les latitudes 7° 48' et 8° 48' Nord sur une superficie de 9 978 km² (Figure 1).

3. Résultats

3.1. Paupérisation des ruraux, fondement des migrations dans le département de Bondoukou

La pauvreté est un fléau qui touche toutes les régions du monde. Des pays développés aux pays en voie de développement, ce phénomène existe. Les pauvres vivent avec les nantis, et tout le monde les observe par leur façon de vivre, de se comporter, de s'exprimer, de s'habiller, etc. Cependant, les facteurs de leur appauvrissement sont analysés et déterminés en fonction des pôles géographiques. Dans la région Gontougo, comme partout en Côte d'Ivoire, la pauvreté traque plus les ruraux.

3.1.1. Une pauvreté généralisée en Côte d'Ivoire

Les populations ivoiriennes ont enregistré une dégradation de leurs conditions de vie à partir des années 1980 au lendemain de l'effritement de l'économie suite à la crise économique mondiale. Le taux de pauvreté et l'extrême pauvreté ne cessent de s'accroître dans de façon spatio-temporelle à cause de la destitution des systèmes de production. Ainsi, en 2021, la pauvreté est inégalement répartie à l'échelle des différentes régions du pays (figure 2).

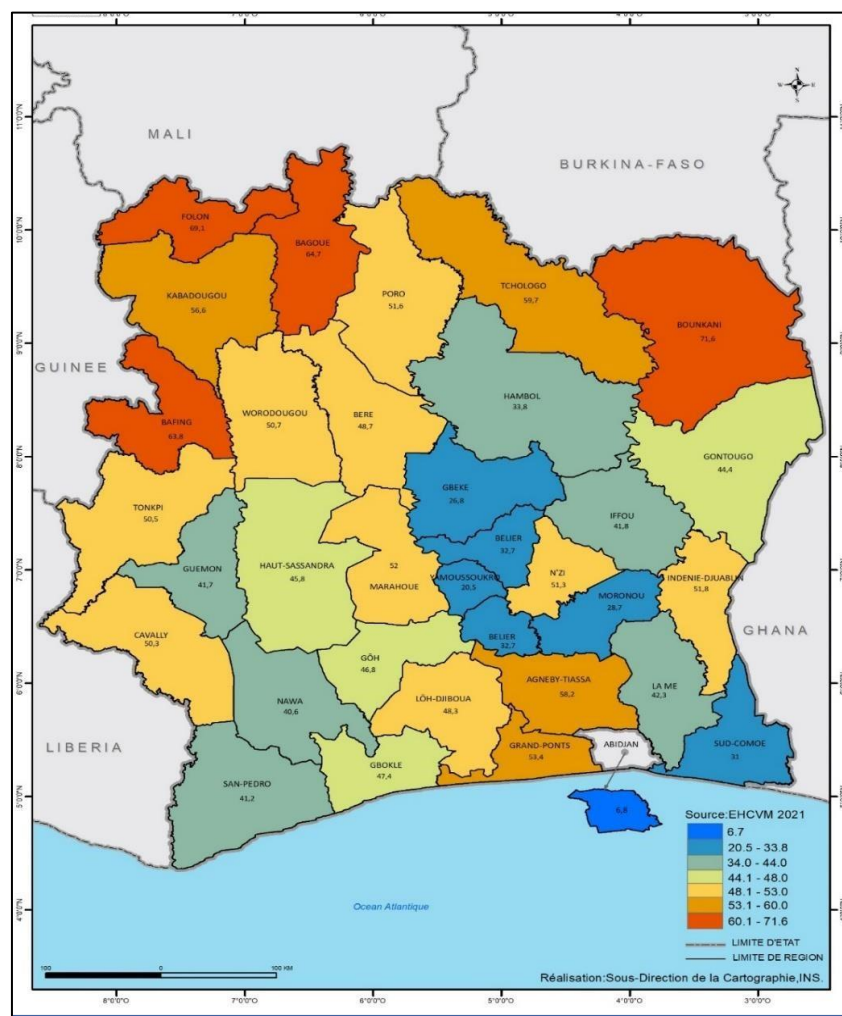


Figure 2 : Distribution spatiale de la pauvreté en Côte d'Ivoire en 2021.

La représentation cartographique des niveaux régionaux de pauvreté permet d'observer que la pauvreté est plus forte dans les régions frontalières du Nord-Ouest, au Nord-Est et plus faible dans les régions frontalières de l'Est et au Sud-Ouest. Les régions intérieures ont un niveau de pauvreté intermédiaire entre ces deux extrêmes. Ainsi, la pauvreté est inégalement répartie entre les régions de la Côte d'Ivoire. Le niveau de pauvreté varie de 22,7% dans la ville d'Abidjan à 71,7% dans la région du Kabadougou. De façon détaillée, outre Abidjan (22,7%), les régions les moins pauvres sont la région de San-Pedro (35,4%), la région du Nawa (37,4%), de Cavally (41%) et Guémon (42,9%). Le taux de pauvreté de ces régions est inférieur au taux national (46,3%). Inversement, les régions les plus pauvres sont le Kabadougou (71,7%), le Folon (70,1%), le Bafing (69,2%), la Bagoué (68,5%) et le Tchologo (65,6%). De plus, plus de la moitié de la population est pauvre dans 22 régions sur les 31 (INS, 2015, p. 24). Par ailleurs, cette pauvreté sévit plus les populations de la région du Gontougo.

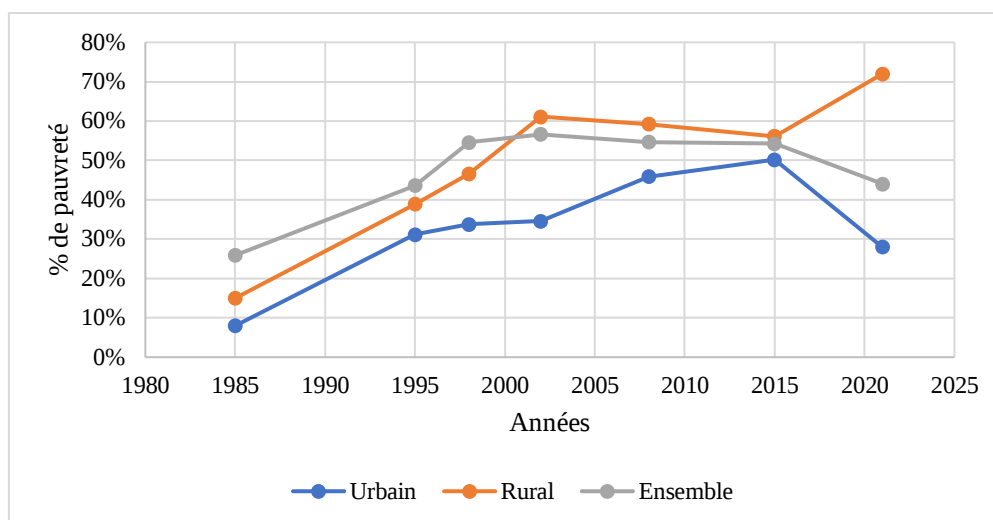
Au niveau national, taux de pauvreté est de 37,5 % en 2021, en légère baisse par rapport à 2018 (39,4 %). Toutefois, la carte met en évidence de fortes disparités régionales, révélant une disparité de l'indice de pauvreté. Les régions du Nord et du Nord-Ouest concentrent les taux les plus élevés. Le Bounkani (71,6 %), le Folon (69,1 %), la Bagoué (64,7 %) et le Bafing (63,8 %) apparaissent comme les zones les plus touchées. Cette concentration septentrionale traduit la persistance de vulnérabilités structurelles, notamment la dépendance à l'agriculture pluviale, le déficit d'infrastructures socio-économiques et l'éloignement des grands pôles de croissance et les facteurs de vulnérabilité climatiques.

À l'inverse, les districts autonomes d'Abidjan (6,8 %) et de Yamoussoukro (20,5 %) affichent les taux les plus faibles. Les régions du Gbêkê (26,8 %), du Moronou (28,7 %) et du Sud-Comoé (31 %) présentent également des incidences relativement moindres. Cette configuration confirme que la pauvreté demeure essentiellement rurale, avec un taux de 54,4 % en milieu rural contre 22,2 % en milieu urbain.

Il faut noter que cette paupérisation territoriale touche plus de la moitié de la population dans 22 régions sur les 31 (INS, 2015, p. 24) en 2015 contre 26 régions qui présentent un taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale de 37,5 % (ANStat, 2021, p.54). Par ailleurs, cette pauvreté sévit plus les populations de la région du Gontougo.

3.1.2. La région du Gontougo : un espace marqué par la pauvreté rurale

La région du Gontougo se présente comme l'un des foyers de pauvreté en Côte d'Ivoire. La proportion des pauvres de cette entité géographique est toujours supérieure à la moyenne nationale. En effet, en 1985, la pauvreté frappait 15% des ivoiriens et dans la région du Nord-Est, 25, 9% des populations souffraient de cette endémie sociale. Cette tendance est similaire en 2021 avec un taux de pauvreté national de 37%, cette région d'analyse exhibe 44,3% de pauvres. Ainsi, cette paupérisation continue de sévir les populations de cette zone dans le temps (figure 3) et dans l'espace (rural et urbain).



Source : INS/ENV, 1998/2015, ANStat, 2021

Figure 3 : Evolution de la pauvreté des populations de la région du Gontougo

La figure 3 indique que la pauvreté a connu une évolution temporelle dans tous les milieux de résidence (rurale et urbaine) de la zone du Nord-est ivoirienne. De 25, 9% en 1985, le nombre de ménages pauvres s'est accru exponentiellement pour atteindre 54,6% en 1998, 56,6% en 2002 et reste presque constante entre 2008 et 2015 (54, 3%) avant de chuter légèrement à 44% en 2021. Dans le milieu rural, cette conjoncture sociale est plus dramatique. En 1985, seulement 15% de ruraux souffraient de la pauvreté. Cependant, déjà en 1998, la pauvreté qui sévit 46, 6% des ruraux de la région passe à 61,1% en 2002, avant de régresser à 59,2% en 2008 et à 56,1% en 2015. Par ailleurs, cette indigence a connu un rebondissement en milieu rural avec un taux de 72% en 2021. Les facteurs de la persistance de cette pauvreté sont multiples.

3.1.3. Des causes diverses de paupérisation rurale dans le Département

Le retard de développement de la région du Nord-Est de la Côte d'Ivoire est le corollaire de la pérennisation de la pauvreté des populations. Ainsi, la dégradation des facteurs naturels de production agricole, de la prévalence de la vulnérabilité climatique, suivie de faibles politiques paysannes et d'une sombre situation socioéconomique sont les principaux facteurs de la temporisation de la pauvreté des ruraux.

D'abord, il faut indiquer que la pauvreté rurale dans cette entité est liée à des **contraintes naturelles et climatiques structurelles**. La région est caractérisée par une pluviométrie relativement faible (entre 900 et 1200mm de pluie par an) et de plus en plus irrégulière, avec des épisodes de sécheresse, une chaleur excessive et une variabilité saisonnière marquée. Cette instabilité climatique affecte directement l'agriculture pluviale, principale source de revenus des ménages ruraux, en provoquant des baisses de rendement, des pertes de récoltes et une insécurité alimentaire récurrente. Le réseau hydrographique y est également jugé faible et insuffisant, limitant l'irrigation et accentuant la dépendance aux pluies. La dégradation des ressources forestières, l'érosion des sols, l'ensablement des cours d'eau et la pression croissante sur les terres cultivables réduisent la productivité agricole. Ces facteurs naturels, combinés aux effets du changement climatique (hausse des températures, raccourcissement des cycles culturaux, perturbation des calendriers agricoles), fragilisent durablement les moyens d'existence des populations rurales et entretiennent un cercle vicieux de vulnérabilité et de pauvreté.

Comme illustration, la longue saison sèche diminue considérablement les productions d'anacarde (principale culture de rente) du fait que les anacardiers ont des difficultés de floraison (photo 1).

Photo 1 : Difficulté de floraison de l'anacardier



APPOH, 2023

Cette image 1 montre les inconvénients de la pluviométrie sur la période de floraison de l'anacardier. Seule une pomme est fécondée sur des dizaines de fleurs apparues. Ce phénomène est très observé dans le département de Bondoukou, voire dans toute la région du Gontougo.

Ensuite, au **plan des politiques**, la région souffre d'une faible planification territoriale opérationnelle et une mise en œuvre insuffisante des politiques publiques au niveau local. Malgré l'existence de cadres stratégiques (SRADT, PSD, programmes sectoriels), la coordination entre services déconcentrés, collectivités territoriales et acteurs locaux demeure limitée. A cela s'ajoute le déficit d'investissement en infrastructures sociales de base (eau potable, santé, routes rurales et équipements agricoles), les faiblesses dans l'encadrement agricole et l'appui aux producteurs, l'absence de politiques agricoles suffisamment résilientes face aux changements climatiques, la gouvernance foncière fragile et l'insertion professionnelle insuffisante des jeunes. L'inadaptation des politiques nationales aux mutations des systèmes agraires, de même que les règles inéquitables du commerce international sont également des mobiles de paupérisme des ruraux.

Enfin, au **niveau socioéconomique**, les principales causes de la pauvreté des populations rurales sont entre autres la forte dépendance à l'agriculture pluviale, la faible diversification des sources de revenus exposant les ménages aux risques de pertes agricoles et limitant leur capacité d'épargne et d'investissement. Aussi, il faut noter une faible transformation locale des produits agricoles et une prédominance du secteur informel, le déficit d'accès aux services sociaux de base. Le chômage et le sous-emploi des jeunes, l'exclusion et la marginalisation sociales, le faible accès aux ressources clés, comme la terre, le crédit, l'accès difficile aux marchés apparaissent également comme des facteurs majeurs de pauvreté de populations rurales.

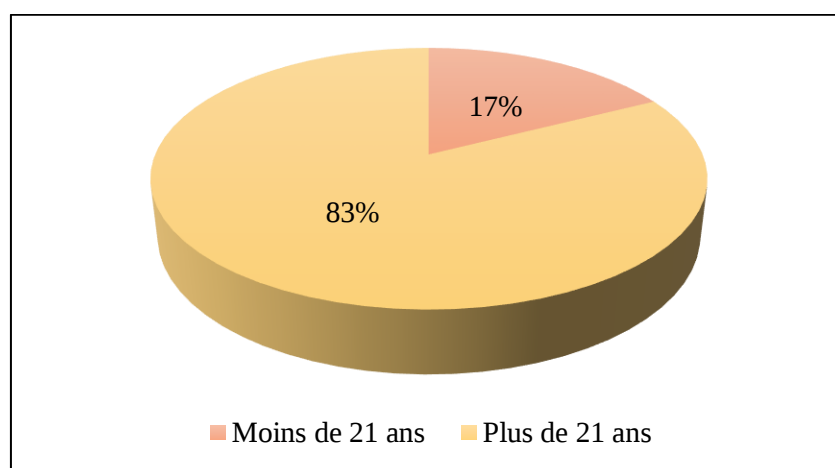
3.2. Profil sociodémographique et destination des migrants du Département

Pour appréhender la dynamique migratoire dans le département de Bondoukou, il est indéniable de porter une analyse sur le groupe social qui migre. Ainsi, l'intérêt de la prise en compte des

variables démographiques des migrants réside dans le fait que les migrations touchent différemment les individus en fonction de leur sexe et de leur âge.

3.2.1. Un groupe homogène de migrants composé d'actifs

L'un des principaux moteurs des migrations internes en Afrique est la recherche d'opportunités, en particulier de l'emploi. Les migrants du département de Bondoukou sont majoritairement des actifs (figure 4). Sont considérés comme actifs dans cette analyse tous les individus dont l'âge est compris entre 21 ans et 45 ans.



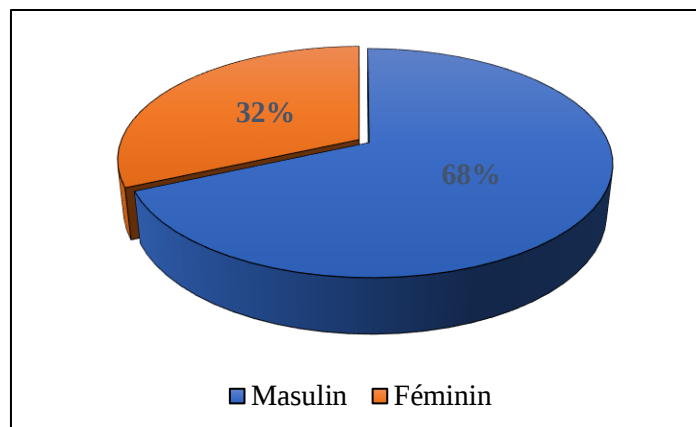
Source : Nos enquêtes, 2023

Figure 4 : Répartition de l'âge des migrants du département

La figure 4 montre que les actifs (83%) constituent la tranche de la population qui migre dans le département de Bondoukou contre 17% de ceux dont l'âge est en dessous de 21 ans. En effet, cette forte proportion des migrants actifs s'explique par la paupérisation induite par l'amenuisement des facteurs de production agricole. L'impact de la migration des actifs est la persistance de la pauvreté dans la mesure où de nombreux ménages (53,3%) ne disposent plus de mains d'œuvre familiale dans leur exploitation agricole. Cependant, l'utilisation de la main d'œuvre contractuelle augmente les dépenses du ménage dans un espace où les revenus sont essentiellement basés sur la production arboricole (anacardier) qui est sous l'influence climatique et la vacillation du prix durant ces dernières années.

3.2.2. Le sexe des migrants du Nord-est, une forte proportion d'homme

La question du sexe des migrants ruraux est d'une importance capitale, car permettant de comprendre le lien entre migration et genre. En effet, l'analyse atteste que les migrants du département de Bondoukou sont dominés par la gent masculine (figure 5)



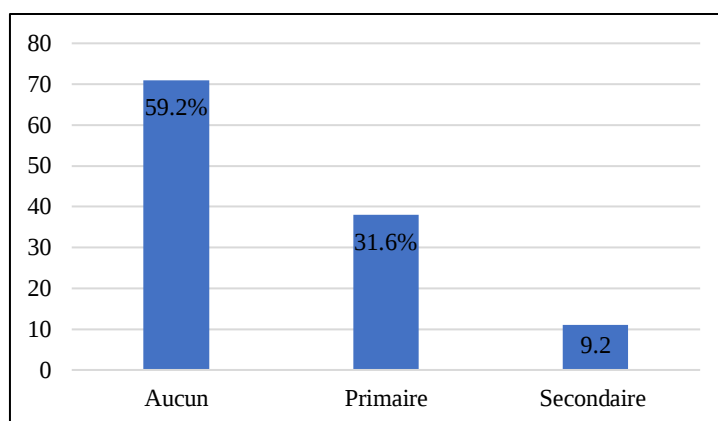
Source : Nos enquêtes, 2023

Figure 5 : Répartition du sexe des migrants

Les migrants ruraux du département de Bondoukou sont généralement du sexe masculin (68%), contre 32% de femmes. Cette forte proportion d'hommes s'explique par la rareté des ressources de production agricole telle que la terre et l'aridité des sols due à la baisse tendancielle de la pluviométrie. Par ailleurs, en conciliant le sexe et l'âge des migrants de cette entité spatiale, il en découle que 100% des femmes migrantes sont des actives contre 83% d'actifs hommes. Les facteurs qui expliquent la migration de la gent féminine de cette entité sont fortement liés à leur niveau d'instruction.

3.2.3. Le niveau d'étude des migrants ruraux, une majoration de non-instruits

En Côte d'Ivoire, de façon générale, 55,9% des migrants internes n'ont aucun niveau d'instruction (IRA Bruno, 2016 p.6). Dans le département de Bondoukou, cette tendance est identique dans la mesure où 59,2% des migrants sont analphabètes (figure 6).



Source : Nos enquêtes, 2023

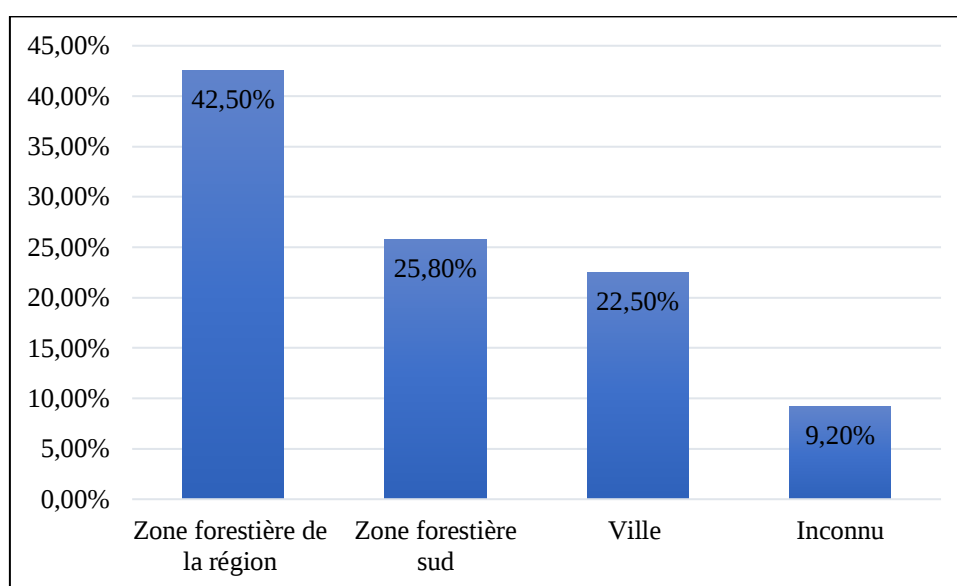
Figure 6 : Répartition du niveau d'instruction des migrants du département

Les migrants du département de Bondoukou sont majoritairement non instruits (59,2) contre 40,8% du niveau primaire (31,6%) et secondaire (9,2%). De façon spatiale, les migrants des sous-préfectures de Pinda-Boroko et de Appimandou, Tabagne, Tagadi et Taoudi sont pour la

plupart non instruits (plus de 50%). Ainsi, les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction sont plus hostiles à la migration pour des raisons économiques ou à la recherche d'un emploi peu qualifiants tels que les travaux d'ouvriers, de manœuvres, d'agriculteurs, de gardiennage, etc. Aussi, faut-il ajouter que les migrants de sexe féminin de cette entité sont tous analphabètes et ont pour destination la ville d'Abidjan.

3.2.4. La migration interne orientée vers les zones forestières fertiles du Département

Le faible niveau de précipitation (inférieur à 1000 mm durant ces dernières décennies) et l'existence d'une végétation de savane, en réduisant fortement les potentialités agricoles, contribuent à réduire l'attractivité du département de Bondoukou. C'est pourquoi, cette zone peu attractive constitue un foyer important de départ des actifs. En effet, les flux migratoires des actifs du département de Bondoukou sont dirigés vers les zones forestières du département et d'autres entités (figure 7).



Source : Nos enquêtes, 2023

Figure 7 : Destination des migrants ruraux du département de Bondoukou

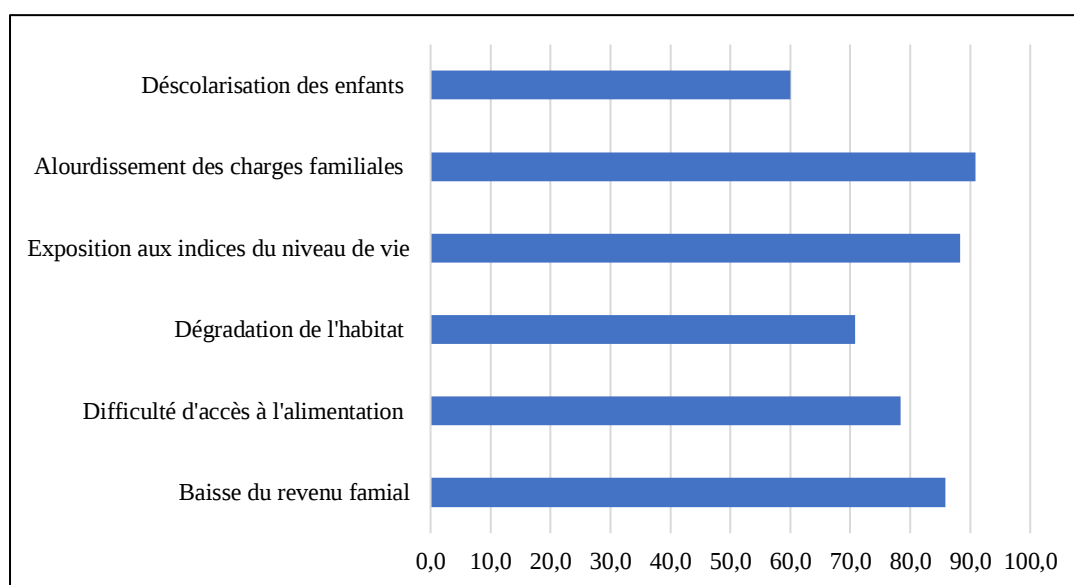
La répartition des migrants par zone d'accueil permet de mieux cerner la distribution spatiale des courants migratoires des ruraux dans le département de Bondoukou. Ainsi, selon les chefs de ménages qui nous ont fourni les informations sur la migration de leur membre, les zones forestières (68,3%) constituent les espaces de prédilection d'accueil. En effet, la zone forestière de la région est l'ensemble des départements de Koun-Fao et Transua qui accueillent 42,5% des migrants du département de Bondoukou. Cette migration interne de proximité s'explique selon les enquêtés par leur implication dans la gestion de leur famille respective. Ces migrants ont pour activités principales l'agriculture vivrière en vue de solidifier les productions de leurs parents. En plus, 25,8% des migrants se dirigent vers les zones forestières Sud de pays jugées prospères et fertiles. Par ailleurs, 22,8% des migrants s'orientent vers les villes contre 9,2% vers des destinations dont les parents ignorent. Ces derniers ont migré à cause des problèmes de terre et l'incapacité de la région du Gontougo à offrir des emplois à cause de son sous-développement.

3.3. L'impact de la migration sur le développement rural

Les migrations sont potentiellement un moteur de croissance et de développement pour les espaces d'accueil et des migrants eux-mêmes. Par contre, elles entraînent des difficultés dans les territoires de départ. Dans les zones rurales comme le Département de Bondoukou, déjà fragilisé par la vulnérabilité, l'émigration de son potentiel ressource humaine constitue un accroc pour son développement même si les espaces d'accueil des migrants représentent des foyers de saturation foncière.

3.3.1. L'amenuisement des conditions de vie des familles des migrants

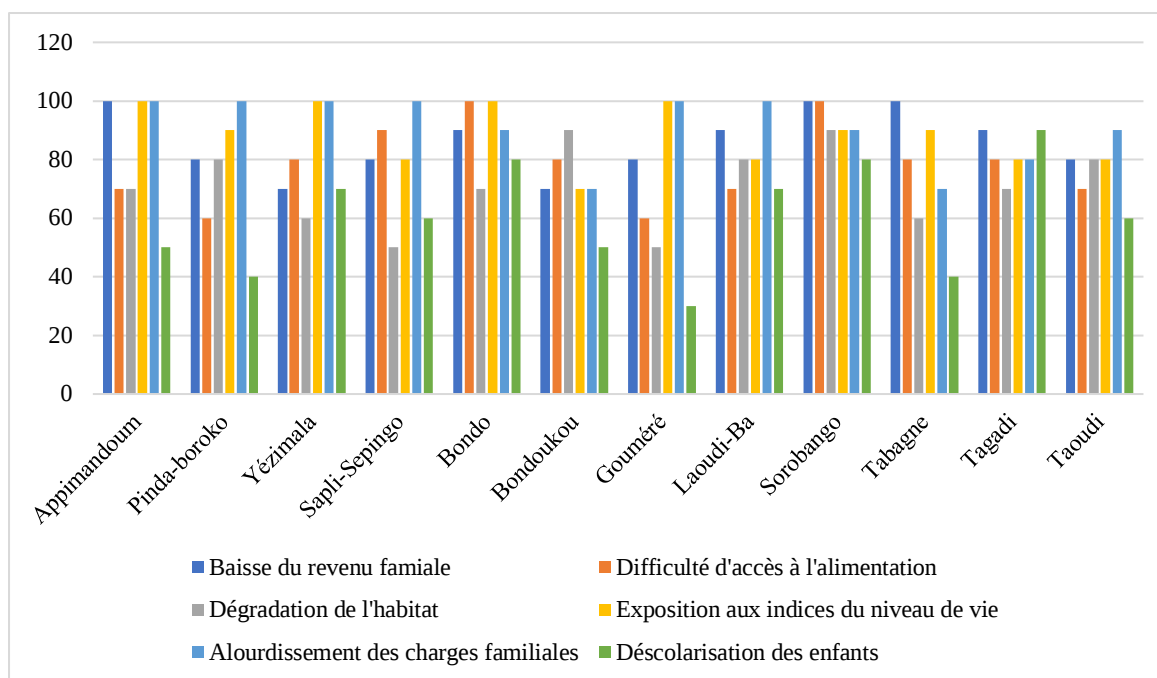
Dans le Département de Bondoukou, le départ des actifs constitue un facteur de dégradation des conditions de vie des familles des migrants. Cette situation problématique de plus en plus croissante met en évidence les effets ambivalents des dynamiques migratoires sur les conditions socio-économiques des ménages, entre espoirs d'amélioration et réalités de précarisation (figure 7).



Source : Nos enquêtes, 2023

Figure 8 : Répartition des ménages selon les effets de la migration des actifs

Il ressort de la figure 8 une dégradation importante des conditions de vie des familles de migrants. L'alourdissement des charges familiales apparaît comme l'effet le plus marqué, avec environ 92 % des ménages concernés, traduisant un déséquilibre important dans la prise en charge des responsabilités après le départ du migrant. Cette situation s'accompagne d'une forte exposition aux indices de pauvreté monétaire et multidimensionnelle (88 %) qui sont intimement liés à une baisse du revenu familial (85 % des ménages). Par ailleurs, les difficultés d'accès à l'alimentation touchent 78 % des ménages interrogées et la dégradation de l'habitat est observée chez 72 % d'entre eux, traduisant ainsi, une précarisation progressive des conditions de vie. La déscolarisation des enfants, un signal fort à considérer touche déjà 60 % des gamins de ces ménages constituant une préoccupation pour les familles. Un regard Départemental laisse apparaître des disparités (figure 9).



Source : Nos enquêtes, 2023

Figure 9 : Répartition des effets de la migration des actifs dans le Département du Bondoukou

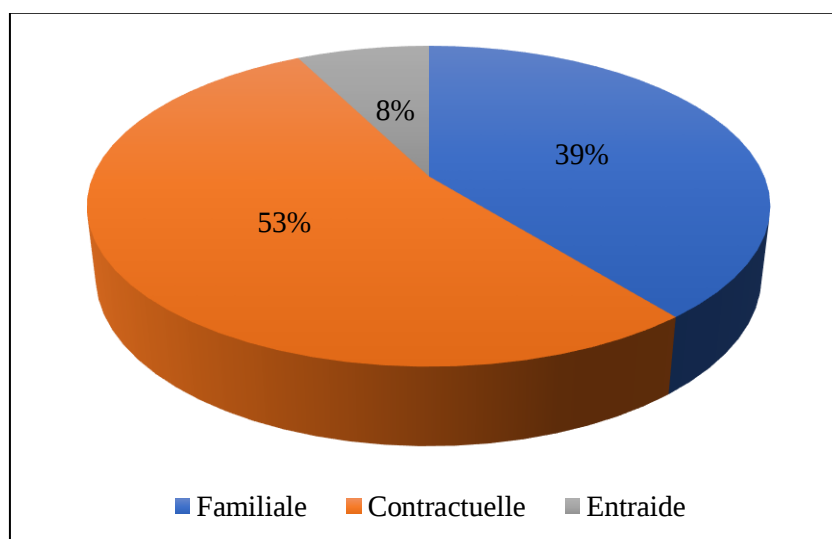
Les résultats de la figure 9 révèlent un appauvrissement des ménages avec des disparités territoriales dans le Département de Bondoukou. Les effets économiques sont plus homogènes et marqués, tandis que les effets sociaux présentent une variabilité plus importante selon les localités. La baisse du revenu familial et l'alourdissement des charges familiales qui constituent les fortes tendances (compris entre 80 % et 100 %), impactent les ménages de toutes les localités de l'étude. De même, l'exposition aux indices de pauvreté et les difficultés d'accès à l'alimentation apparaissent également comme des phénomènes largement répandus dans ces zones avec des proportions supérieures à 70 %. Par contre, les tendances comme la déscolarisation des enfants et la dégradation de l'habitat oscillant entre 30 % et 90 % sont plus localisées dans les localités comme Tabagne, Gouméré et Pinda-Boroko contrairement à d'autres comme Sorobango, Bondo, Sorobango, Tagadi et Laoudi-Ba, où les effets sont plus accentués.

Les impacts de la migration qui se traduisent par une fragilisation des conditions de vie des familles des migrants, se répercutent également sur les systèmes productifs locaux, notamment à travers la diminution de la main-d'œuvre et la pérennisation de la pauvreté dans les espaces ruraux du département.

3.3.2. La diminution de la main d'œuvre, la pérennisation de la pauvreté

Si l'installation des migrants vient rajeunir la population des espaces d'accueil, elle provoque un phénomène inverse de vieillissement dans les territoires de départ puisque de manière générale l'immigration fait appel à une main d'œuvre jeune et masculine (ABDOU Salam Fall et ROKHAYA Cissé, 2007, p18). Il s'agit dans ce cas précis du phénomène de déséquilibre démographique. C'est pourquoi, le départ de cette population entrave le développement des origines des migrants. Dans le département de Bondoukou, l'émigration des ruraux actifs a

entraîné une vulnérabilité des ménages provoquant une forte utilisation de la main d'œuvre de type contractuelle (figure 8).



Source : Nos enquêtes, 2023

Figure 8 : Type de main d'œuvre utilisée par les ménages après le départ des actifs

La figure 8 indique une importante utilisation de la main d'œuvre contractuelle (53%) dans les exploitations des ménages. Cette situation suscite des difficultés économiques et des litiges entre l'employé et l'employeur. En effet, durant ces dernières années, les productions d'anacarde ont été faibles provoquant une incapacité des ménages à rémunérer les employés due en partie au vil prix d'achat des noix de cajou. Par contre, l'absence des formes de main d'œuvre classiques que sont la main d'œuvre familiale (39%) et l'entraide (8%) est le corollaire de l'usage de la main d'œuvre contractuelle affaiblissant les ruraux dont les membres ont migré. La diminution de la population active du département à destination d'autres espaces (rural ou urbain) constitue donc un facteur de pérennisation de la pauvreté rurale. Ceux qui restent, les plus jeunes, les anciens et les femmes vont donc suppléer à l'absence des hommes actifs (ABDOU Salam Fall et ROKHAYA Cissé, 2007, p18) par leur implication dans les activités champêtres, parfois lugubres. On assiste alors à la recrudescence du phénomène de travail des enfants dans les exploitations agricoles.

3.3. La migration des ruraux, une stratégie de diversification des revenus

Les crises climatiques qui ont cycliquement perturbé les économies rurales du département de Bondoukou, ont poussé de nombreux actifs sur les routes migratoires à destination des capitales et des zones de production agricoles dotés des ressources utiles. Cette convergence de la populations active du département vers d'autres espaces constitue dans certains cas des opportunités dans la mesure où les migrants exercent des activités dont les revenus servent à subvenir aux dépenses de leur famille d'origine. Également, les migrants installés dans les zones sud du département ravitaillent leurs géniteurs en vivres chaque fois que la demande se fait. Pour les parents des migrants, ce sont des stratégies de diversification des revenus au regard des potentialités arides du département. Aussi, les émigrés ruraux reviennent-ils avec de nouvelles techniques agricoles acquises. Pour eux, il est mieux de retourner à la terre ancestrale pour mettre en valeur ses acquis que de rester à l'étranger pour passer le temps à la résolution

des conflits de terre. Ainsi, on assiste à un engouement de jeunes dans les cultures maraichères dans les zones de basfonds du département de Bondoukou.

4. Discussions

L'analyse de la paupérisation comme source de migration des populations rurales dans le Département de Bondoukou laisse entrevoir le désarroi des familles des migrants qui sont enclines à des difficultés sans cesse croissantes. Cette discussion a permis de comprendre que la pauvreté, perçue comme le berceau des migrations conditionne davantage la vie des membres des familles dont les actifs sont partis.

4.1. La pauvreté comme tragédie des migrations

De l'analyse, il ressort que la région du Gontougo se présente comme l'un des foyers de pauvreté en Côte d'Ivoire avec un taux de 72% en 2021 dans les zones rurales (ANStat, 2021). Les causes de cette indigence en milieu rural sont la plupart liées aux contraintes naturelles et climatiques dégradante entraînant la baisse des pluviométries, aux politiques souffrantes de faible planification territoriale opérationnelle et un niveau socioéconomique plombé par la pauvreté des populations qui souffrent de la forte dépendance à l'agriculture pluviale.

Ces résultats sont renchérissés par KONAN Kouamé Hyacinthe (2012, p.90), qui montrent qu'au plan naturel et climatique, l'amenuisement de conditions écologiques est dû à la baisse considérable de la pluviométrie de plus de 2010 mm de pluie en 1999, à 827mm en 2007 et à moins de 700mm en 2016. Pourtant, le monde rural du département de Bondoukou dépend essentiellement de l'agriculture pluviale. L'importance de la récolte dépend de ces quantités d'eau puisque le risque climatique pour les cultures pérennes porte plus particulièrement sur l'étude fréquentielle de la phase très humide de la saison pluvieuse (BROU Yao Télésphore, 2005, p. 158).

ABDOU Salam Fall et ROKHAYA Cissé (2007, p.7), ajoutent des préoccupations sociales qui sont à la base de l'appauvrissement de certaines couches de la société. Pour eux, l'exclusion et la marginalisation sociales, le faible accès aux ressources clés, comme la terre, le crédit, l'accès difficile aux marchés, interagissent pour ralentir le développement des exploitations agricoles familiales maintenant la plupart des ménages ruraux dans une situation de pauvreté extrême.

APPOK Kouassi (2021, p.100) allant dans le même sens, évoque que la dégradation du milieu naturel sous l'influence humaine et climatique s'est répercutée sur la productivité agricole. Ce contexte a accentué la détérioration des conditions de vie des populations, ainsi que l'insuffisance des ressources disponibles pour faire face aux besoins croissants de la population. Cette situation déclenche dans les milieux ruraux du Département de Koun-Fao un appauvrissement avec des germes divers conditionnant le meilleur cadre de vie de la paysannerie qui la véritable source de migration de jeunes.

Pour sa part, Mouoboum Marc MEDA (2022, p.343) La pauvreté monétaire peut être une difficulté et un facteur de la trappe à la migration car le manque d'argent pousse à les migrants à partir. Pour lui (pp.343-344), la pauvreté seule ne suffit pas pour expliquer les migrations. Il résulte des facteurs humains, sociaux, économiques, personnels, etc qui poussent les burkinabé à migrer vers la Côte d'Ivoire. Il existe alors une corrélation entre la performance du secteur agricole et l'incidence de la pauvreté. Également, l'une des causes qui, à l'origine de la pauvreté dans les sociétés agraires du département se ramène à un problème de croissance

démographique induisant la difficulté de manque de terre ajoute APPOH Kouassi (2021, p.158). en plus, les contraintes les pressions économiques, environnementales, la crise sécuritaire a intensifié l'émigration malienne depuis les années 2000 (Coulibaly Issiaka et Dembélé Moustapha, 2023p.5) Ces facteurs ont favorisé le développement de la migration et des transferts de fonds comme stratégie de survie des ménages.

4.2. Migration et condition de vies des familles abandonnées, le paupérisme permanent

Les résultats de cette étude indiquent que les migrants du Département de Bondoukou sont majoritairement des hommes (68%) de plus de 21 ans (83%) composé de non instruits (59,2%) et de niveau primaire (31,6%). Leur départ inopiné est la principale source de dégradation des conditions de vie de leur famille avec un alourdissement des charges familiales (90,8%), une exposition aux indices de niveau de vie (88,3%), à la baisse du revenu familial (85,8%) et les difficultés d'accès à l'alimentation (78,3%). Vidées de leurs actifs, les familles des migrants recourent désormais de la main d'œuvre salariée (58%) pour assurer leur survie.

Ce qui précède est similaire à d'autres études. Ainsi, les personnes n'ayant aucun niveau d'instruction sont plus hostiles à la migration pour des raisons économiques ou à la recherche d'un emploi peu qualifiants tels que les travaux d'ouvriers, de manœuvres, d'agriculteurs, de gardiennage, etc. (IRA Bruno, 2016, p.6). Aussi, faut-il ajouter que les migrants de sexe féminin de cette entité sont tous analphabètes et ont pour destination la ville d'Abidjan. Par contre, en Côte d'Ivoire, de façon générale, les migrants internes non-instruit sont composés de 55% d'hommes et 58% de femmes (IRA Bruno, 2016 p.6).

Les flux migratoires vers les zones rurales sont largement tributaires de l'économie de plantation de la zone forestière qui occupe une place centrale dans la problématique migratoire en Côte d'Ivoire (IRA Bruno, 2016, p. 6). Également, les migrations internes sont motivées par des raisons économiques puisque les migrants partent des régions économiquement faibles vers les régions les mieux nanties. Avec le développement des cultures de café et de cacao dans les années 1960, les mouvements se sont orientés vers le Centre-Est du pays, devenu plus tard la boucle du cacao (Bi Tozan ZAH, 2015, p.286).

Parlant des conditions de vie des familles, Mouoboum Marc MEDA (2022, p.346), conclus à partir du témoignage d'un migrant que la migration est un mal nécessaire lorsque la famille du migrant peut subir les conséquences de son départ quand il n'y a pas de retour compensatoire pour lui, l'impact de la migration sur la pauvreté dépend de l'issue de l'aventure dite réussie ou échouée. La migration réussie renvoie à une migration par laquelle le migrant acquiert des revenus et des compétences diverses aboutissant à un investissement individuel ou familial et réduit la pauvreté. Par contre, la migration échouée, en termes d'objectifs non atteints et d'espoirs perdus se traduisant par une absence des transferts de fonds et une incapacité à créer des revenus à partir de compétences et connaissances acquises en migration, accentue la pauvreté Mouoboum Marc MEDA (2022, p.348).

Pour rencherir, Bruneau, Michel, Gubert, Flore, Hardy, Andrew. & Ould Aoudia, Jaques, (2009, p.266) indiquent que les migrations volontaires sont généralement motivées par la recherche de meilleurs revenus et d'un meilleur cadre de vie. Le départ du migrant entraîne alors une perte pour la famille puisque son absence réduit initialement le revenu disponible de la famille et l'aggrave si les transferts de fonds envoyés ultérieurement par le migrant ne compense pas son absence. (Coulibaly Issiaka et Dembélé Moustapha, 2023p.4-5).

Pour leur part, Abdou Salam Fall et Rokhaya Cissé (2007, p.4), les familles encouragent le départ d'un membre pour réduire leur vulnérabilité économique. Cependant, lorsque les transferts attendus n'arrivent pas, cette stratégie peut échouer et aggraver leur situation. La migration n'est plus déterminée par les écarts de revenus (...) mais par une logique de diversification des revenus et de sécurité face aux facteurs de basculement des ménages dans la pauvreté. Ils auteurs soulignent que Les stratégies de survie des populations rurales, confrontées à des difficultés socioéconomiques et à une pauvreté croissante, intègrent la migration comme un moyen de diversifier les risques (Abdou Salam Fall et Rokhaya Cissé, p. 9).

5. Conclusion

Si auparavant, la région du Nord-est ivoirien était réputée comme un espace d'accueil favorisant un brassage culturel, depuis des décennies, l'émigration est un élément caractéristique de cette région à la suite de l'effondrement de l'économie de plantation et du sous-développement. Celui-ci s'est accompagné d'une paupérisation accrue sévissant plus les populations rurales. Par ailleurs, le monde rural du département de Bondoukou vit de l'agriculture. Ce secteur demeure de loin le plus important pourvoyeur d'emplois, mais, il n'est pas en mesure de satisfaire les populations à cause des faibles revenus générés dues à l'instabilité climatique, ni de garantir l'autosuffisance alimentaire. A côté des zones rurales, le milieu urbain de cette entité présente les mêmes caractéristiques de manque d'emplois conduisant au chômage. Dans ces conditions, nombreux sont les individus (généralement des actifs) qui émigrent dans l'espoir de trouver ailleurs de meilleures conditions de vie et de travail pour eux-mêmes et leur famille. Le départ de cette population active expose les membres de leur famille à la vulnérabilité dans la mesure où la production repose désormais sur les enfants, les anciens et les femmes qui sont réputés par leur sensibilité dans les activités agricoles. Aussi faut-il indiquer que cette émigration pose le problème de développement rural du fait de l'absence des facteurs de production et d'adaptation d'innovation face à la diffusion des mutations du monde agricole.

Cependant, le renforcement de l'agriculture et le développement rural peuvent remédier aux causes profondes de l'émigration, à savoir la pauvreté rurale et ramener les ressources humaines rurales. La destination des migrants peut alors devenir de véritables défis de saturation et de crises foncières.

Références bibliographiques

- [1] ABDOU Salam Fall et ROKHAYA Cissé, 2007, Migrations internationales et pauvreté en Afrique de l'ouest, Chronic, Pawerty Research Centre, Document de travail N°5, 26p.
- [2] APPOH Kouassi Menzan Williams, paupérisation des populations rurales du département de Koun-Fao et stratégies de résolution, 2021, Thèse de Doctorat Unique, Université Alassane Ouattara, Département de Géographie, Bouaké, 365p.
- [3] APPOH Kouassi Williams, 2015, Paupérisation des populations rurales et mutations agricoles dans le département de Koun-Fao, Mémoire de Master, Université Alassane Ouattara, Département de Géographie, 180p.

- [4] BABO Alfred et DROZ Yvan., 2008, « Conflits fonciers. De l'ethnie à la nation. Rapports interethniques et « ivoirité » dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire », in Cahiers d'études africaines, n° 192, pp. 741-764.
- [5] BABO Alfred, 2010, Les jeunes, la terre et les changements sociaux en pays baoulé (Côte-d'Ivoire), Karthala, 208p
- [6] BEAUCHEMIN Cris, 2001, L'émergence de l'émigration urbaine en côte d'ivoire, Paris, Centre français sur la population et le développement/Institut National de la Statistique de Côte d'Ivoire, 310 p. (Les Études du CEPED, no 19).
- [7] BROU Yao Télésphore, 2005, Climat, mutations socioéconomiques et paysages en Côte d'Ivoire, Mémoire de synthèse des activités scientifiques présenté en vue de l'obtention de l'Habilitation à Diriger des Recherches, Université des Sciences et Technologies de Lille, 219p.
- [8] Bruneau, Michel, Gubert, Flore, Hardy, Andrew. & Ould Aoudia, Jaques, 2009, Impacts des migrations sur le développement et la pauvreté, Les Journées de Tam Dao, 107p.
- [9] Coulibaly, Issiaka et Dembélé, Moustapha, 2023, Impact des transferts de fonds des migrants internes et internationaux sur le niveau de pauvreté et d'inégalité au Mali, Document de travail, n°376 de la Banque Africaine de Développement, 42p.
- [10] FAO, 2016, Migration, agriculture et développement rural, rapport d'activité, 20p, disponible sur www.fao.org, consulté le 13/08/2010 à 8h 10.
- [11] INS, 1998, Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV, 1998), Abidjan, 95p.
- [12] INS, 2015, Enquête sur le niveau de vie des ménages en Côte d'Ivoire (ENV, 2015), Abidjan, 91p.
- [13] IRA Bruno, 2016, Aperçu du profil démographique des populations migrantes en Côte d'Ivoire, Communication d'atelier de réflexion sur le thème : « migration et enjeux fonciers en Côte d'Ivoire, Université Peléforo Gon COULIBALY, Korhogo, 11p.
- [14] KONAN Kouamé Hyacinthe, 2012, Mutation d'une économie de plantation de café et de cacao en cultures maraîchères dans le département de Tanda. Thèse de Doctorat de géographie, Université de Cocody, IGT, 326p.
- [15] LOUBET Jean-Louis, 2000, Initiation aux méthodes des sciences sociales, Paris – Montréal, L'Harmattan, 2000, 272 pp.
- [16] MERCANDALLI Sara et LOSCH Bruno, eds. 2018, Une Afrique rurale en mouvement. : Dynamiques et facteurs des migrations au sud du Sahara. Rome, FAO et CIRAD. 60 p.
- [17] Mouoboum Marc MEDA, 2022, « Migration et pauvreté au Burkina Faso : des réalités complexes à la dynamique des rapports », Revue Internationale Dônni, Vol.2, N°2, décembre, p.337-350
- [18] YAO Joseph, 2005, Méthodologie d'études et de recherches en sciences économiques et sociales : avec application au contexte de l'Afrique noire, L'Harmattan, Paris, 286p.
- [19] ZAH Bi Tozan, 2015, « Impact de la migration sur la démographie en Côte d'Ivoire », in Revue de géographie du laboratoire Leïdi – ISSN 0851 – 2515 –N°13, pp283-300.